

les institutions internationales ont généralement porté fruit, en ce sens qu'ils ont affermi cette stabilité si nécessaire à une nation commerçante comme le Canada, même si nous ne pouvons nous flatter d'un succès complet.

Mais je pense que notre intérêt national nous commande aujourd'hui de réévaluer les conditions qui président à nos échanges et d'examiner sous un angle différent la nature des relations entre le monde des affaires et le gouvernement au Canada dans les années à venir. En termes plus nets, je pense que le monde extérieur actuel est bien différent de celui dans lequel nous avons jusqu'ici oeuvré au développement économique du Canada - un monde beaucoup plus imprévisible où il faudra établir des relations plus stables et solides si nous voulons survivre.

Ce n'est un secret pour personne que la trame des événements de la dernière décennie a radicalement changé les règles du jeu. La modification des rapports de force entraînée par le réalignement des prix liés à l'énergie, l'impact de la technologie sur les cultures traditionnelles et la nature généralement plus mouvante des relations internationales ont fait éclater le cadre des rôles habituellement dévolus au pouvoir économique et politique.

Il y a dix ans, à l'époque où nous avons commencé à appliquer le concept de la Troisième option, nous cherchions à diversifier nos relations économiques internationales. Nous considérions cette diversification comme un moyen de renforcer nos relations avec la Communauté européenne et avec le Japon. Cet objectif est encore valable, mais les années 70 nous ont enseigné que le monde ne se limite pas, et de loin, aux seuls partenaires traditionnels et évidents que sont les pays industrialisés.

De même, nous ne pouvions il y a dix ans prévoir, ou même imaginer, le transfert des richesses au profit des pays producteurs de pétrole. Ce phénomène a conféré une force économique nouvelle non seulement au Moyen-Orient, mais également à des pays comme le Mexique, le Venezuela - dont la charmante représentante est ici, aujourd'hui, à la table d'honneur - le Nigéria, l'Algérie et l'Indonésie. Ces États, et d'autres encore, sont devenus de nouveaux centres de pouvoir et d'influence. C'est là que se jouent en grande partie maintenant les questions liées au commerce et au développement économique.